

Pour résumer brièvement, nous avons contribué à définir le mandat des nouvelles négociations commerciales multilatérales, notamment en ce qui concerne l'agriculture; nous avons entrepris des négociations commerciales d'importance historique avec notre principal partenaire commercial, les États-Unis; nous avons effectué la première révision majeure de notre politique de défense en près de deux décennies; nous avons joué un rôle de premier plan dans la réforme interne des Nations Unies, et réussi à persuader cet organisme des plus prudents de prendre la décision de nommer, pour la première fois depuis sa création il y a quarante ans, une femme, une Canadienne, Thérèse Paquette-Sévigny, au poste de secrétaire général adjoint; le Premier ministre a fait ressortir périodiquement, aux sommets économiques internationaux, le caractère inique de la dette du Tiers-Monde, et nous avons fait en sorte que tout notre programme d'aide prenne la forme de subventions; nous avons envoyé des experts en Amérique centrale pour aider les pays membres du Contadora à mettre au point un mécanisme efficace de contrôle et de vérification; nous avons envoyé des unités de maintien de la paix en Afghanistan ainsi qu'en Iran et en Iraq; nous avons accueilli une importante conférence internationale sur la vérification sismique de l'interdiction des essais nucléaires, et nous avons participé activement à toutes les réunions internationales, y compris celles de l'Alliance, portant sur le contrôle des armements et le désarmement; nous avons enfin, soit par la réaction extraordinaire du Canada à la famine en Éthiopie et au Sahel, soit en chargeant des comités parlementaires de lancer un large débat public sur la politique étrangère et la politique d'aide, puis en donnant suite à la plupart des recommandations formulées, permis à tous les Canadiens d'intervenir dans la politique étrangère.

Certaines de ces initiatives ont, bien sûr, soulevé des controverses. Il est rare de faire des progrès sans en soulever. Parfois, il s'agit d'un débat restreint et en grande partie interne.

Par exemple, les gouvernements antérieurs étaient plus disposés à parler qu'à agir lorsqu'il était question de l'égalité des femmes. Lorsque le gouvernement de Brian Mulroney est entré en fonctions, deux seulement de nos missions d'outre-mer étaient dirigées par des femmes. Aujourd'hui, ce sont des femmes qui sont à la tête de quatorze des grandes missions du Canada, notamment celles de l'Espagne, du Kenya, de Sri Lanka, de Copenhague et de Hong Kong.